Procédure formalisée

Etablie selon le code de la commande publique.

ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)

COACHING SPORTIF SUR LE LIEU DE TRAVAIL,
SUR 2 SITES DE LA CPAM DE L'OISE.

- Lot 1 : Coaching sportif dans la salle de sport de Beauvais.
- Lot 2 : Coaching sportif dans la salle de sport de Creil.
- Lot 3 : Coaching sportif dans la salle de sport de Compiègne.

Objet du marché :

Le coaching sportif sur le lieu de travail, sur 3 sites (sis 1 rue de Savoie 60000 Beauvais, 13 rue Ribot 60100 Creil et Rue du Général Koenig, 60200 Compiègne) de la CPAM de l'Oise.

Le présent marché comprend 3 lots :

Lot 1 : Coaching sportif dans la salle de sport de Beauvais (1 rue de Savoie 60000 Beauvais).

Lot 2 : Coaching sportif dans la salle de sport de Creil (13 rue Ribot 60100 Creil).

Lot 3 : Coaching sportif dans la salle de sport de Compiègne (Rue du Général Koenig, 60200 Compiègne).

Chaque lot fera l'objet de l'affectation d'un ou plusieurs coachs qualifiés, proposés par le titulaire.

Un même opérateur économique pourra être attributaire d'un, de deux ou des trois lots. (cf. article 8.4 du CCP).

Entre les soussignés : **CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE L'OISE**
1 RUE DE SAVOIE
BP 30326
60013 BEAUVAIS CEDEX

Ci-après désigné « l'Organisme »,

Représenté par : **Monsieur Marc André AZAM**
Son Directeur

D'une part,

Et :

……

……

……

Ci-après désigné « le titulaire » ou « le prestataire »

Représenté par :

D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ACTE D'ENGAGEMENT

A) PARTIE RESERVEE A LA CPAM DE L'OISE.

Organisme contractant :

CPAM DE L'OISE
1 rue de Savoie – BP 30326
60013 BEAUVAIS CEDEX

- **Personne habilitée à donner les renseignements prévus au code de la commande publique (articles R2191-59 à R2191-62)**
  - Monsieur le responsable Adjoint des Achats et des Marchés Publics

- **Ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiements**
  Monsieur le directeur de la CPAM de l'OISE

- **Comptable assignataire des paiements**
  Monsieur l'agent comptable de la CPAM de l'OISE

B) PARTIE RESERVEE AU PRESTATAIRE.

a) Pour les entreprises individuelles.

Je soussigné(e)……
(Nom et prénom)

agissant en mon nom personnel

- domicilié(e) à :……
  (Adresse complète)
- Numéro de téléphone :……
- Numéro de télécopie :……

- immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. sous le numéro :

  numéro d'identité d'Établissement (SIRET)……
  code d'activité économique principal (A.P.E.)……

- numéro d'inscription au registre du commerce……
- numéro d'inscription au Répertoire des Métiers……

b) Pour les sociétés.

Je soussigné(e)……
(Nom et prénom)

agissant au nom et pour le compte de la Société (intitulé complet et forme juridique de la société)……

- au capital de :……

- ayant son siège social à : (Adresse complète)
  ……

……

- Numéro de téléphone : ……
- Numéro de télécopie : ……

- immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. sous le numéro :

  - numéro d'identité d'Établissement (SIRET)……

  - code d'activité économique principal (A.P.E.)……

- numéro d'inscription au registre du commerce……

C) Pour les groupements conjoints.

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser.

Désignation des membres du groupement conjoint.	**Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint.**	
	Nature de la prestation.	**Montant HT de la prestation.**

ATTESTATION SUR L'HONNEUR.

Le candidat déclare sur l'honneur :

a) *Condamnation définitive :*
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) *Lutte contre le travail illégal :*
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 , L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;
- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) *Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés :*
- pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code de la commande publique, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) *Liquidation judiciaire :*
- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) *Redressement judiciaire :*

- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) ***Situation fiscale et sociale :***
- avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) que les renseignements fournis dans le formulaire DC2, et ses annexes, sont exacts.

Après avoir pris connaissance du CCP et des documents qui y sont mentionnés.
M'engage sans réserve conformément aux clauses et conditions du marché à exécuter les prestations demandées au prix et conditions indiqués dans le présent document.

LE CORRESPONDANT DU TITULAIRE.

Le titulaire désigne un ou plusieurs correspondants ou responsables en charge du dossier administratif, de la bonne exécution et du suivi des prestations. Ils seront les interlocuteurs uniques de l'organisme.

(A compléter par le prestataire)

Le correspondant en charge du dossier administratif
Nom :
Prénom :
Fonction :
Tel :
Portable :
Mail :

Le correspondant en charge du suivi d'exécution
Nom :

Prénom :
Fonction :
Tel :
Portable :
Mail :

Le titulaire devra aviser l'organisme de toute modification (changement d'interlocuteur, de coordonnées ou d'entité de rattachement) et lui transmettre immédiatement les coordonnées des nouveaux interlocuteurs.

La CPAM de l'Oise se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter les montants au crédit du compte ouvert **(joindre un RIB ou RIP du candidat)**.

Au nom de : .....
Banque : .....
Code banque : .....
Code guichet : .....
N° de compte : .....
Clé RIB : .....

1) Prix du marché.

Le mois de référence du prix proposé, appelé "mois zéro", est celui du mois correspondant à la date limite de remise des offres.

2) Engagement du titulaire.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations, objet du lot qu'il aura coché en première page :

	Montant HT en €	Taux de la TVA	Montant TTC en €
Prix pour 1 heure de coaching.			

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et conformément à leurs clauses et stipulations,

☐ Le signataire ;

☐ S'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

☐ Engage la société …… sur la base de son offre ;

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

A exécuter les prestations du marché.

Fait en un seul original,

Pour le Titulaire

à ....., le ……/...../ 2026

(Cachet de l'entreprise ou de l'établissement et signature du représentant légal précédée de la mention « lu et approuvé »)

Pour l'Organisme

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A Beauvais, le ...../...../ 2026

Le Directeur de la CPAM de l'Oise

M. Marc André AZAM

C) CADRE POUR FORMULE DE NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE [1]

Formule d'origine :

Copie certifiée conforme à l'original, délivrée en unique exemplaire, pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créances, consenties conformément aux articles L.313.23 à 35 du code monétaire, facilitant le crédit aux entreprises en ce qui concerne :

❑ La totalité du marché[2]

❑ La partie des prestations évaluées à € que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

La partie des prestations évaluée à € et devant être exécutées par en qualité de :

❑ Co-traitant ❑ Sous-traitant

A , le[3]

Le Représentant légal de l'établissement

Annotations ultérieures éventuelles :

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée à €.

A , le [3]

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée à €.

A , le [3]

(1) À remplir par l'établissement en original sur une photocopie.
(2) Cocher la case utile.
(3) Date et signature originales de l'organisme